

## CE MONDE QUI BOUGE

Attentats d'Alger  
vus de Prague

Par Hassane Zerrouky



Ce 11 avril, le fracas des attentats kamikazes d'Alger a atteint Prague, la paisible capitale tchèque. Ici, radios et télévisions ont commenté mettant l'accent sur le fait que l'Europe est à proximité du Maghreb. Images et commentaires étaient diffusés en boucle par CNN et les chaînes allemandes parce que les Tchèques comprennent la langue de Goethe aussi bien que celle de Shakespeare. Autrement dit, pour les médias locaux et anglo-saxons — il ne faut pas oublier que la Tchéquie est membre de l'Union européenne — l'Europe reste sous la menace d'Al Qaïda. Certes, on aurait souhaité que l'on parle de l'Algérie autrement qu'en termes de violence. Mais le rapprochement avec la situation irakienne a été vite fait quand l'une des chaînes de la télé tchèque a commenté les menaces d'Ayman Zawahiri à l'endroit de l'Occident et de ses alliés arabes.

Les plus inquiets sont ces Algériens vivant à Prague. Ils ne sont pas très nombreux. "Entre 500 et 600", selon Mourad, un jeune de Bordj-Bou-Argeridj, rencontré dans un café de la capitale tchèque. Ce jeune, qui selon ses dires, est dans le "business", à savoir l'import-export, était visiblement inquiet par la tournure de la situation au pays. Il affirme n'avoir jamais ressenti de racisme à Prague et qu'il travaille honnêtement. Mais avec ces attentats et les menaces d'Al Qaïda contre l'Occident, il craint comme les autres membres de la petite communauté algérienne les retombées néfastes du double attentat kamikaze d'Alger. "Jusqu'à-là, on était tranquille dans ce pays. Mais avec ce qui vient de se passer, en tant qu'Algériens, on va devenir suspects, c'est sûr", dit-il.

Mourad n'a peut-être pas tout à fait tort. Le double attentat, largement médiatisé en Europe et en Amérique, intervient dans un contexte de débat passionné en Tchéquie autour de l'installation du bouclier antimissile américain dans le sud de la Bohême, bouclier destiné à parer aux missiles que lanceraient l'Iran ou la Corée du Nord, en cas de crise majeure, contre les Etats-Unis. En effet, le gouvernement tchèque a donné son feu vert à son installation sur son territoire. Une majorité de citoyens tchèques — plus de 70% selon le dernier sondage — n'en veut pas, estimant que l'Iran et la Corée du Nord ne sont que des prétextes et que ce bouclier antimissile vise avant tout la Russie. Moscou a d'ailleurs vivement réagi en déclarant qu'il pointerait désormais des fusées à moyenne portée vers les pays — la Tchéquie et la Pologne — qui ont accepté l'installation de bases US sur leurs territoires.

Plus inquiétant que la menace russe, pour certains Tchèques, l'installation d'une base américaine chez eux ferait de leur pays une cible du terrorisme international. Médiatisation de ses actes aidant, Al Qaïda est perçue en Tchéquie comme une sorte d'organisation redoutable pouvant se permettre de frapper sur n'importe quelle partie du globe. Et le lien est vite fait avec le double attentat d'Alger. En effet, la crainte d'actes terroristes ciblant leur pays est perceptible chez de nombreux Tchèques. "Jusqu'à-là, Prague était épargnée par les menaces d'Al Qaïda, affirme cette étudiante opposée au bouclier antimissile américain, maintenant si on accepte une base américaine chez nous, on ne sera plus à l'abri d'attentats terroristes". D'autant qu'un contingent militaire tchèque participe dans le cadre de l'Otan aux combats contre les talibans en Afghanistan, après avoir pris part à la guerre en Irak. Autant de faits qui inquiètent de nombreux Tchèques opposés à l'engagement de leur pays au Moyen-Orient et en Afghanistan.

L'hostilité des Tchèques à toute base militaire étrangère dans leur pays remonte à loin. Dans les années 60-80, avant la chute de l'ex-URSS, l'ex-Tchécoslovaquie était en première ligne de la confrontation Est-Ouest. Etant pacifiques par tradition, les Tchèques ne veulent plus revenir à l'époque de la guerre froide. Aussi demandent-ils à Washington d'aller installer ses bases ailleurs qu'en Tchéquie.

H. Z.

OUYAHIA COMMENTE LA MOBILISATION  
DE MARDI CONTRE LE TERRORISME"Elle ne doit pas se faire autour des  
seuls attentats spectaculaires"

*S'il a apprécié positivement la réaction citoyenne aux attentats du 11 avril dernier, à travers des marches et des rassemblements, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, n'a pas raté cependant de faire remarquer que "le consensus et la mobilisation ne doivent pas se faire uniquement autour des attentats terroristes les plus spectaculaires". L'ancien chef du gouvernement, invité hier de l'émission "Franchises" de la Radio Chaîne III, a, par ailleurs et contrairement à certaines voix officielles, indiqué qu'il y a lieu véritablement de s'inquiéter de la connexion entre les groupes terroristes algériens et Al Qaïda.*

**Sofiane Ait Iflis - Alger (Le Soir)** - Cette inquiétude, pour le premier responsable du RND, vient du fait qu'Al Qaïda est une centrale internationale du terrorisme, avec des moyens logistiques et des capacités d'embranchement. Aussi préconise-t-il, en termes de lutte efficace contre le phénomène, un accompagnement, un accompagnement de l'action des services de sécurité par une vigilance citoyenne accrue. "Il est souhaitable que le consensus établi contre le terrorisme soit permanent", a-t-il dit. Ahmed Ouyahia a eu, en outre, une opportunité de compléter son commentaire de samedi dernier relativement à l'alerte diffusée par l'ambassade américaine en Algérie quant à la probabilité d'attentats le 14 avril dans le périmètre algérien s'étendant de la

Grande-Poste au boulevard des Martyrs. "Je ne peux que condamner et dénoncer une telle attitude. Qu'ils aient disposé d'informations et appelé leurs ressortissants à la vigilance ou qu'ils aient disposé d'informations et entrepris de les partager avec les autorités algériennes concernées — ce qui serait un juste retour de la balle —, il se comprendrait. Mais qu'ils aient agi comme ils l'ont fait au nom d'une législation nationale, il est inadmissible et condamnable", a-t-il affirmé ajoutant que "imaginons un instant que notre ambassade à Washington ait disposé d'informations du genre après les attentats du 11 septembre 2001 et les ait diffusées sur son site Internet, vous comprendrez que cela aurait gêné les autorités américaines avec leurs

populations déjà sous le choc et aurait également gêné le travail de leurs services de sécurité". Cela étant, le secrétaire général du RND a eu une nouvelle fois à s'expliquer sur sa compréhension de l'éradication du terrorisme et de la réconciliation nationale. Ouyahia n'estime pas du tout contradictoire la lutte pour l'éradication du terrorisme et la démarche de réconciliation nationale qu'il appuie en tant qu'un des acteurs prépondérants. Pour lui, la réconciliation nationale est un élément dans la dynamique de la lutte contre le terrorisme. "Rappelez-vous que le président Zeroual est allé à Blida pour dialoguer avec les anciens dirigeants de l'ex-Fis à un moment où la lutte antiterroriste battait son plein. J'ai fait partie de la délégation qui s'était alors rendue à Blida. Faudra-t-il aussi vous rappeler que c'est l'ANP qui a négocié la trêve de l'AIS alors qu'avaient lieu les massacres collectifs. La réconciliation nationale est une dynamique dans la lutte contre le terrorisme." Le secrétaire général du RND a averti toutefois qu'il ne faut pas surenchérisir autour de cette réconciliation nationale, comme d'aucuns l'ont fait un certain août 2006 autour

d'un texte pourtant codifié et qui faisait force de loi. Ouyahia, qui ne fait pas mystère de sa qualité d'éradicateur, a expliqué néanmoins qu'il s'agit "d'une étiquette avancée par ceux dont la lâcheté politique les avait maintenus de ne pas prendre position contre le terrorisme".

Concernant les législatives, l'homme fort du RND reconnaît que sur les 541 candidatures que le parti a mis en course, l'administration en a rejeté une quinzaine et que le parti n'a introduit que trois recours, un à Ain Defla et deux autres à Khenchela. Le parti n'a fait valoir qu'un seul des trois recours. Ouyahia a persisté, en outre, à s'élever contre le pullulement des listes de candidatures indépendantes. "Je ne crains pas pour le RND mais pour la démocratie du fait de la confusion que crée l'abondance de ces listes indépendantes. J'espère que les partis qui seront représentés au Parlement agiront pour reconsidérer cette situation, dans le bon sens."

Ouyahia a, enfin, estimé que l'action du gouvernement a besoin d'être améliorée. "Je ne pense pas que dire qu'il faut faire plus est une critique au gouvernement", a-t-il précisé.

S. A. I.

LES MILITANTS DU MDS SE RECUEILLENENT A LA MEMOIRE  
DES VICTIMES DES DEUX EXPLOSIONS D'ALGER

## "L'Etat trompe le peuple"

Les militants du Mouvement démocratique et social (MDS), ainsi que les membres de l'association Djazaïrouna, victimes du terrorisme, se sont recueillis, hier, à la mémoire des victimes des deux explosions du mercredi 11 avril, au Palais du gouvernement et à la sûreté urbaine de Bab-Ezzouar. Arrivés vers 10h devant le Palais du gouvernement, les militants du MDS ont été surpris de trouver tout le quartier quadrillé par les forces de l'ordre et de constater qu'une cérémonie officielle conduite par le chef du gouvernement se tenait sur les lieux. Pour éviter la confusion, les militants ont attendu le départ de la délégation officielle pour déposer une gerbe de fleurs et allumer des bougies à l'endroit de l'attentat. Des moments très émouvants qui ont même provoqué des larmes chez nombre de policiers et des agents de la Protection civile, qui étaient encore sur place, après le départ des officiels. Par ailleurs, le

spectacle auquel se sont donnés les membres du gouvernement est écoeurant. Les différents corps des services de sécurité (gendarmérie, police, Protection civile, douane, Garde républicaine) ont été alignés les uns à côté des autres, pour dérouler le tapis aux hommes de l'Etat. Les travailleurs du Palais du gouvernement, qui, eux, sont encore sous le choc, ont été empêchés de sortir dans la cour pour participer à cette cérémonie qui, en toute vraisemblance, était réservée aux membres du gouvernement sans les victimes et leurs familles. La presse indépendante n'était pas non plus la bienvenue. Suivant tous ces scénarios, les militants du MDS ont exprimé leur dégoût face à un Etat répressif et irrespectueux de la mémoire de ceux qui ont donné leur vie pour une Algérie debout. "Le pouvoir veut récupérer la situation dramatique au profit de sa réconciliation", a constaté le SG du MDS, M. Ahmed Meliani, dénonçant

la manipulation du pouvoir, qui a fait sortir de force des milliers de travailleurs dans la rue. Se démarquant totalement de la politique de réconciliation nationale, le MDS exprime son inquiétude face aux multiples discours tenus ces derniers jours par la classe politique et les pouvoirs publics. "Il est grave de dire que le terrorisme vient de l'extérieur et que ce sont des étrangers qui ont frappé dans le cœur d'Alger. De telles déclarations incitent à un relâchement de vigilance des citoyens face au terrorisme intégrisme", a souligné M. Meliani. Ce dernier reste convaincu, ainsi que son parti que les derniers attentats qui ont touché un des symboles de l'Etat, sont la conséquence directe de la politique de réconciliation nationale. Une politique qui a redonné de la légitimité au combat des extrémistes et a permis le redéploiement des groupes terroristes. "Le nombre important des attentats enregistrés ces derniers mois sous-entend que les

terroristes se sont dotés d'une logistique importante leur permettant d'agir aisément, tirant profit d'un discours idéologique nourri par une politique réconciliatrice", a indiqué le SG du MDS. Celui-ci prend à témoin l'opinion publique sur la responsabilité de l'Etat dans la recrudescence des actes terroristes. "Le GSPC est une organisation terroriste algérienne, avant qu'il ne soit affilié à Al Qaïda, alors comment peut-on ignorer ces données et dire que le terrorisme vient de l'étranger. C'est une fausse analyse qui ne peut qu'aggraver la situation, si les politiques continuent à vouloir la réalité", s'inquiète-t-on, en précisant que "les derniers attentats contre les convois militaires dans toutes les régions d'Algérie ne prouvent aucunement que le terrorisme vit son dernier quart d'heure". Alors jusqu'à quand va durer la tromperie ? Lorsqu'on aura enterré les prochaines victimes, peut-être ?

Rosa Mansouri